

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 octobre 2024

Copains et coquins.

Le projet de budget 2025 présenté par Barnier donne des sueurs froides à toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Toutes entendent collaborer avec zèle à l'élaboration de la politique à tendance néoconservatrice que Macron appliquera en 2025, y compris les membres du NFP qui sont dès lors disqualifiés pour s'exprimer en notre nom, ils la cautionnent avant l'heure, ainsi que ses conséquences dramatiques pour les travailleurs et jeunes, d'une certaine manière, autant dire qu'il ne faudra pas compter sur eux pour défendre leurs intérêts.

Même au sein du camp présidentiel, il y a des députés qui proposent des amendements opposés à l'orientation du gouvernement, certains sont adoptés grâce aux voix d'autres formations politiques. Bref, c'est la foire d'empoigne des alliances et mésalliances parfois contrenatures, au point que le projet qui leur a été présenté est devenu en grande partie méconnaissable, au grand dam de Barnier qui s'apprête à dégainer le 49.3, tandis que Macron ronge son frein.

Le petit dictateur enragerait, paraît-il, car il a perdu le contrôle du Parlement, finalement, il ne tient que grâce à la division de son propre camp qui balance ou hésite, entre ceux qui craignent une violente réaction de la classe ouvrière, et ceux qui entendent l'écraser, comble du paradoxe !

Ajoutons, avec la complicité du NFP pro-capitaliste et garant des institutions de la Ve République, qui n'a pas l'intention de proposer une issue politique en rupture avec le capitalisme et ses institutions, que des millions de travailleurs et jeunes pourraient adopter ou sur laquelle ils pourraient se mobiliser, surtout pas !

"Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah".

Marche en soutien au Libanais propalestinien Georges Abdallah, en prison depuis 40 ans - AFP 26 octobre 2024

Quelque 2.000 personnes ont manifesté samedi, au 40e anniversaire de l'incarcération du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, pour réclamer sa libération de la prison de Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, où il est enfermé, a constaté une équipe de l'AFP.

Le cortège, parti de la gare de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), a rallié le centre pénitentiaire au son de slogans tels que "*Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah*".

Outre la situation explosive au Proche-Orient, cette action intervient dans un contexte particulier: la justice française doit rendre le 15 novembre sa décision sur une nouvelle demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah. AFP 26 octobre 2024

J-C – Il est libérable depuis 1999, ce sont les Américains et les sionistes qui s'opposent à sa libération.

Le rêve, non, le cauchemar américain !

"Il suffit d'un imprévu pour se retrouver à la rue" : à Miami, la crise du logement met à mal le "rêve américain" de nombreux habitants - francetvinfo.fr 26 octobre 2024

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/l-amerique-en-marche-arriere/reportage-il-suffit-d-un-imprevu-pour-se-retrouver-a-la-rue-a-miami-la-crise-du-logement-force-des-habitants-a-renoncer-a-une-part-du-reve-americain_6816800.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241026&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C – Quel cauchemar vivent vraiment au quotidien les travailleurs aux Etats-Unis ? Vous n'en savez rien au juste, et bien lisez cet article pour en avoir une idée assez précise.

Complément à la causerie d'hier. Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Un sommet insignifiant, vraiment ? 2 démentis.

1- **RT** - Lors du sommet des BRICS+ tenu à Kazan du 22 au 24 octobre, il a été décidé d'octroyer le statut de pays partenaire (et non membres à part entière) à 13 pays : Algérie, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Nigéria, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam. RT 25 Oct 2024

J-C – Les Brics 10 +13 = 46% du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale ; le G7 = 29,08% et moins de 25% de la population mondiale. Tenez, à propos des Brics, une formule m'est venue à l'esprit ce matin : Le Bretton Woods II. Vous voyez ce que je veux dire ?

2- XVI° sommet des BRICS : Déclaration de Kazan - Réseau Voltaire 24 octobre 2024

<https://www.voltairenet.org/article221435.html>

Législatives en Géorgie. Quand les porte-parole de l'UE-OTAN vous informent, c'est garantie 100% de propagande.

Législatives en Géorgie : le parti au pouvoir revendique "une majorité solide" face aux oppositions pro-européennes qui refusent de reconnaître les résultats - franceinfo/AFP 26 octobre 2024

La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale. franceinfo/AFP 26 octobre 2024

J-C- Dans cet article et d'autres, quelques titres plus loin, l'AFP et France Info se sont littéralement déchaînés contre le parti au pouvoir pro-russe en Géorgie. Lisez, c'est délirant, 100% de propagande pro-UE-OTAN-Davos.

Franceinfo - Le parti au pouvoir Rêve géorgien est en passe de remporter les législatives en Géorgie face à l'opposition pro-européenne, selon des résultats partiels communiqués samedi 26 octobre. Ce verdict risque de remettre en cause les ambitions de ce petit pays du Caucase de rejoindre l'Union européenne.

J-C- Car implicitement, ce serait un bonheur de rejoindre l'UE plutôt que s'allier à la Russie ou rejoindre les Brics, par exemple !

Franceinfo - "*Comme le montrent les résultats rendus publics par la commission électorale centrale, le Rêve géorgien s'est assuré une solide majorité*" dans le nouveau parlement, a déclaré aux journalistes le secrétaire exécutif du parti Mamuka Mdinaradze. Dans la soirée, l'opposition a annoncé refuser de connaître les résultats, un de ses responsables qualifiant le vote de "volé". "*Pour l'instant nos données nous montrent des résultats beaucoup plus serrés que ceux que la commission centrale a publiés*", a déclaré de son côté à l'AFPTV Alexander Krevo, un porte-parole du Mouvement national uni (MNU).

J-C- Dorénavant, lorsque le candidat ou le parti que soutient l'UE, l'OTAN, Davos perd les élections, systématiquement la clique des oligarques anglo-saxons et leurs médias contestent le résultat des élections. Ils considèrent qu'un scrutin et ses résultats sont légitimes, uniquement si c'est leur candidat ou leur parti qui a remporté une élection. Notez que c'est conforme à leur conception de la démocratie, qui en réalité est une dictature, celle du capital sur le travail.

Un tiers du paragraphe pour le parti pro-russe, deux tiers pour le parti pro-UE dans ce paragraphe. Ici, c'est la quantité ou le nombre de lignes qui est censée faire la différence et indiquer aux lecteurs quel parti méritait de l'emporter.

Franceinfo - La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale, après une journée de scrutin émaillée d'incidents. Après avoir voté, la présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, avait prévenu que ce scrutin allait "*déterminer l'avenir du pays*". L'alliance d'opposition, qui avait promis des réformes électorales, judiciaires et l'abrogation de lois décriées promulguées il y a peu, accuse le Rêve géorgien, de s'être engagé dans une spirale vers un régime autoritaire prorusse et d'éloigner la Géorgie de l'Union européenne et de l'Otan, à laquelle elle ambitionne également d'adhérer.

J-C- Un parti pro-russe est forcément autoritaire, si ce sont l'Union européenne et l'Otan synonymes de bien-être, de démocratie et de paix qui l'affirment, les lecteurs sont priés de le penser également, cela leur est suggéré ouvertement.

Franceinfo - Le gouvernement disait avant le scrutin vouloir obtenir les trois quarts des sièges du Parlement, ce qui le mettrait en position de modifier la Constitution et, en vertu de son projet, d'interdire les partis d'opposition pro-occidentaux. La Géorgie a été secouée en mai par de grandes manifestations contre une loi sur "*l'influence étrangère*", inspirée d'une législation russe sur les "*agents de l'étranger*" utilisée pour écraser la société civile.

J-C- Les lecteurs sont appelés à faire un lien entre un projet du parti pro-russe consistant prétendument à "*interdire les partis d'opposition pro-occidentaux*" en Géorgie, et la législation russe soi-disant conçue pour "écraser la société civile", de sorte qu'ils soutiennent les agents de l'UE et de l'OTAN en Géorgie.

Franceinfo - Bruxelles a averti que de l'issue de ces élections dépendraient les chances de cette ancienne république soviétique du Caucase d'environ quatre millions d'habitants d'entrer dans l'UE, qui a inscrit cette aspiration dans sa Constitution. Premier responsable étranger à réagir, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, unique dirigeant de l'UE resté proche de Moscou, a salué la victoire "*écrasante*" du parti au pouvoir.

J-C- Quelle "*chance*" d'entrer dans l'UE, quel cauchemar ou malheur plutôt pour le peuple géorgien!

Les titres d'autres articles de propagandes de l'UE-OTAN (liste non-exhaustive).

- Législatives en Géorgie : des médias et des ONG dénoncent une série d'incidents en marge du scrutin - franceinfo/AFP

- "*C'est une bataille contre la Russie, contre la dictature*" : en Géorgie, la jeunesse pro-européenne se mobilise pour des élections décisives - franceinfo/AFP

- Cinq questions sur les élections législatives en Géorgie, cruciales pour l'avenir européen et démocratique du pays - franceinfo/AFP

Les pays de l'UE sont profondément divisés quant à la stratégie à adopter face à la crise mondiale du capitalisme et l'ensemble des acteurs qui y sont impliqués.

J-C – Désaccords, crispations, tensions, avertissements, coups tordus, invectives, insultes, menaces, etc. ils nous pourrissent la vie, en contrepartie ils se la pourrissent eux-mêmes, je n'irais pas jusqu'à en tirer satisfaction, disons que la survie du capitalisme n'est une balade tranquille pour personne, et en assumer toutes les conséquences un exercice à haut risque ou plus en plus périlleux, compromettant...

L'UE doit arrêter de «donner des leçons» aux autres, estime Charles Michel - RT 26 Oct 2024

La participation de partenaires de Bruxelles au sommet des BRICS de Kazan montre qu'il est temps pour l'Union européenne d'arrêter de «donner des leçons aux autres» et de commencer à faire

«*preuve de respect*», a déclaré au Financial Times (FT) le chef du Conseil européen, Charles Michel.

«*Nous sommes convaincus de savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Et nous ne faisons pas d'effort, du moins pas pour comprendre les raisons pour lesquelles [les autres pays] pensent différemment. Au niveau européen [...] il y a un réflexe qui se rapproche de la forme d'un cours magistral*», a déclaré le responsable européen dans cet entretien publié le 25 octobre par le quotidien britannique.

Charles Michel a notamment commenté la participation de la Turquie, de l'Égypte ainsi que des Émirats arabes unis à ce sommet organisé en Russie. Selon le chef du Conseil européen, si ces pays, qui entretiennent des liens économiques et pour certains militaires étroits avec l'Occident, «*ont fait le choix de venir à Kazan, c'est qu'ils ont voulu envoyer un signal au reste du monde*».

Charles Michel a également estimé que l'UE devait faire preuve de «plus de respect» à l'égard des pays en développement, «*avec lesquels l'organisation avait signé des accords de coopération stratégique, commerciale ou politique, si elle voulait lutter contre les efforts chinois et russes d'étendre leur influence en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est*», a relaté le FT.

«*Les mots que nous utilisons sont vraiment désobligeants parce que nous donnons l'impression d'être un joueur sur le terrain et en même temps un arbitre*», a également déclaré Charles Michel.
RT 26 Oct 2024

Von der Leyen annule sa rencontre avec le Premier ministre serbe en raison d'une réunion avec un ministre russe - RT 26 Oct 2024

Le 25 octobre, la présidente de la Commission européenne est arrivée en milieu de journée à Belgrade en provenance de Bosnie et y a rencontré le président serbe. Avant son dîner avec Aleksandar Vucic, Ursula von der Leyen devait également s'entretenir avec le Premier ministre serbe, mais le rendez-vous a été annulé à la dernière minute.

En cause ? Milos Vucevic venait de s'entretenir avec le ministre russe du développement économique, Maxim Rechetnikov, qui était également en visite à Belgrade. «*Nous avons annulé la rencontre avec le Premier ministre [serbe] après sa rencontre avec le ministre russe de l'Économie*», a déclaré à une agence de presse française l'ambassadeur de l'Union européenne en Serbie, Emanuele Giofret.

Il y avait «*des signes de l'intention de la Serbie de renforcer les relations économiques dans d'autres domaines avec la Fédération de Russie*», a-t-il ajouté.

Selon le représentant du bloc européen, cette «*intention*» pouvait se lire dans un communiqué de presse «*publié sur le site internet*» du gouvernement serbe et «*retiré*» depuis. «*Dans ces conditions, la présidente de la commission a estimé qu'il était inutile d'organiser une réunion avec le Premier ministre*», a poursuivi le diplomate. RT 26 Oct 2024

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Les condamnations se multiplient après l'agression israélienne contre l'Iran - french.presstv.ir
26 October 2024

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a condamné samedi dans un communiqué l'agression d'Israël contre l'Iran, la qualifiant de « *violation de la souveraineté iranienne* » et du droit international. Il a exhorté toutes les parties impliquées à faire preuve de « *la plus grande retenue* ».

Le ministère malaisien des Affaires étrangères a condamné dans un communiqué les frappes militaires du régime israélien et a déclaré que l'agression constituait une violation flagrante du droit international et portait gravement atteinte à la stabilité régionale.

Le ministère omanais a appelé la communauté internationale à prendre des mesures décisives pour mettre un terme à l'agression et s'attaquer aux causes profondes des crises régionales, y compris l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens et arabes.

Le Pakistan a également vivement condamné l'agression israélienne contre l'Iran, la qualifiant de grave violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

« *L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la souveraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations Unies et des principes du droit international* », lit-on dans le communiqué.

La France appelle à éviter « *toute escalade* », sans condamner l'agression israélienne contre l'Iran.
french.presstv.ir 26 October 2024

J-C – Vous aurez sans doute remarqué comme moi que leurs bombardements réciproques ne se sont pas traduits par des destructions massives et aveugles ni un massacre de civils innocents, au point que si on ne les avait pas vécu en temps réel, on pourrait se demander s'ils ont réellement eu lieu, n'est-ce pas, plutôt curieux, non ?

A croire que les uns et les autres trouvent leur compte à cette situation conflictuelle qui dure depuis près d'un demi-siècle s'agissant de l'Iran, plus de 75 ans pour les autres Etats du Moyen-Orient et les monarchies du Golfe, car elle permet de dresser les peuples les uns contre les autres, au lieu qu'ils réalisent leur unité pour renverser tous ces régimes archaïques et despotiques produits du colonialisme occidental au XIX et XXe siècle.

Afrique.

Zoom Afrique du 24 octobre 2024 - french.presstv.ir 24 October 2024

- BRICS : une voie vers l'émancipation des pays africains face à la domination occidentale
- Niger : la suspension des activités d'Orano, un tournant pour la souveraineté minière africaine

- L'intégration des pays de l'Alliance des États du Sahel fondée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger au BRICS : un pas vers une nouvelle souveraineté africaine

<https://french.presstv.ir/Detail/2024/10/24/735897/L%E2%80%99adh%C3%A9sion-des-pays-de-l%E2%80%99AES-aux%C2%A0BRICS-%C2%A0un-pas-vers-une-nouvelle-souverainet%C3%A9-africaine>

Argentine.

Argentine: le FMI salue la politique économique du président Milei - RFI 26 octobre 2024

En Argentine, Javier Milei continue sa politique de la tronçonneuse, comme il l'appelle lui-même. Pour renflouer les caisses du pays tout en réduisant le secteur public à sa plus simple expression, il veut désormais vendre près de 1 200 biens immobiliers détenus par l'État. Une annonce qui intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI), a salué ce vendredi 25 octobre la politique économique du président, élu il y a un peu moins d'un an.

Pour la première fois depuis 16 ans, l'Argentine a enregistré un excédent budgétaire au premier semestre 2024, salue le FMI, qui se réjouit aussi d'une décreue plus rapide que prévue de l'inflation.

Elle devrait certes rester très élevée cette année, juste sous la barre des 140% fin 2024 estime l'institution. Mais elle retomberait à 45% d'ici à la fin de l'année prochaine, prévoit le FMI.

Des signes d'une stabilisation de l'économie qui pourraient jouer en faveur de Buenos Aires qui veut obtenir un nouveau prêt, un nouvel accord auprès du FMI. Car l'Argentine doit rembourser 20 milliards de dollars d'emprunts qui arrivent à échéance l'an prochain.

Le Fonds monétaire international voudrait en retour une libéralisation du taux de change entre le dollar et le peso argentin. Ce qui pourrait mener à une dévaluation de la monnaie nationale, craint le gouvernement. RFI 26 octobre 2024